

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

13/10/2015

Maroc : Le jumelage institutionnel entre le **CNDH** et l'**UE** lancé

Le Conseil national des droits de l'Homme et l'Union Européenne ont lancé au cours d'une cérémonie tenue à Rabat aujourd'hui même, un projet de jumelage institutionnel, indique un communiqué parvenu à la rédaction. Intitulé « protéger et promouvoir les droits de l'Homme au Maroc », ce projet mis en œuvre par le CNDH et financé par l'UE vise à renforcer les capacités du CNDH dans le domaine de la protection des droits de l'Homme.

Ainsi l'UE a débloqué une enveloppe d'environ 13,2 millions de dirhams qui bénéficiera aux missions d'expertise de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), de l'Institut Ludwig Boltzmann des droits de l'Homme (BIM) et du Centre pour la coopération juridique internationale (CILC), ainsi que des visites d'études dans les Etats membres de l'UE, précise le communiqué.

Le projet vise à renforcer les capacités techniques des membres et du personnel du CNDH et de ses commissions régionales dans l'exercice de ses fonctions. Il accompagne aussi l'opérationnalisation de la nouvelle organisation du CNDH et le renforcement de la démarche qualité au sein de l'institution. Et enfin, le projet de jumelage souhaite donner une meilleure visibilité des domaines de compétence et des activités du CNDH aussi bien au niveau national et international.

<http://www.yabiladi.com/articles/details/39426/maroc-jumelage-institutionnel-entre-cndh.html>

Quatrième commission: la situation des réfugiés sahraouis dans les camps de Tindouf et celle des populations sahraouies au sud du Maroc au cœur des débats

Soixante-dixième session

4e séance – matin

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Ce matin, la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation a entamé l'audition des 88 pétitionnaires inscrits au titre de la question du Sahara occidental.

Certains intervenants ont déploré les conditions de vie précaires dans les camps de Tindouf, en Algérie, se disant favorables à la solution d'autonomie avancée pour la région du Sahara occidental proposée par le Maroc, alors que d'autres ont dénoncé le Royaume chérifien et l'insuffisance de ses mécanismes des droits de l'homme; demandant la tenue du référendum d'autodétermination promis au peuple sahraoui, il y a 23 ans.

S'agissant des conditions de vie des réfugiés sahraouis dans les camps de Tindouf, qui sont sous l'autorité du Front Polisario, certains intervenants ont affirmé qu'il ne s'agissait pas de « réfugiés », mais de « personnes séquestrées, de prisonniers sans statut » qui, à ce jour, ne sont ni enregistrés ni recensés, comme l'avait demandé le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Ces intervenants ont affirmé que sans recensement le doute continue à planer quant au nombre exact de personnes vivant dans ces camps, ce qui avait des conséquences immédiates sur l'aide internationale, notamment alimentaire, à leur apporter. D'autres intervenants ont par ailleurs accusé le Front Polisario de détourner l'aide humanitaire destinée aux camps et d'en « faire un fonds de commerce lucratif » au mépris de la malnutrition qui règne dans les camps. À leur avis, la précarité qui prévaut dans les camps en fait un terrain fertile au recrutement de terroristes. La légitimité même du Front Polisario en tant que « seul représentant du peuple sahraoui » a été remise en cause au cours de la séance de ce matin. « Les Sahraouis ne constituent pas un bloc homogène de personnes », a affirmé un intervenant, alors qu'un autre a qualifié le Front de régime « despotique » l'accusant de corruption, de clientélisme et de violations des droits de l'homme.

Suite à certaines de ces accusations, le représentant de l'Algérie a rappelé, d'une part, que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme se rendait régulièrement dans les camps de Tindouf et, d'autre part, que toute accusation contre son pays était inacceptable d'un point de vue procédural, dans la mesure où le mandat de la Quatrième Commission se réfère strictement aux territoires non autonomes, en l'occurrence au Sahara occidental aujourd'hui. Son homologue marocain lui a rétorqué

que ces prises de position visaient les populations sahraouies vivant dans les camps de Tindouf et non pas l'État algérien lui-même. Il a également expliqué qu'on ne pouvait dissocier ces populations de la question à l'examen.

D'autres intervenants se sont en revanche prononcés pour la défense du droit du peuple sahraoui aux consultations que la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) lui promet depuis 23 ans. À leur avis, rien ne peut se substituer à un processus d'autodétermination légitime, et un référendum d'autodétermination est un droit fondamental des Sahraouis. Certaines voix se sont en outre élevées contre les exactions des droits de l'homme dont seraient victimes les populations sahraouies dans les provinces du sud du Maroc.

Aux dires de l'un des pétitionnaires, le Maroc « terrorise quotidiennement de façon délibérée la population sahraouie par son armée, sa police et son administration », faisant notamment état de fosses communes, suite à des exécutions extra-judiciaires. D'autres ont accusé le Maroc de chercher à réduire le peuple sahraoui au silence, en particulier toute personne se disant favorable à l'autodétermination. Certains intervenants ont réclamé l'élargissement du mandat de la MINURSO pour y incorporer une composante droits de l'homme.

La Quatrième Commission poursuivra les auditions de pétitionnaires sur la question du Sahara occidental demain, mardi 13 octobre, à 10 heures.

DEMANDES D'AUDITION

Déclarations des pétitionnaires sur le Sahara occidental

Pour M. JAN STRÖMDAHL, au nom de Forningen Vastsahara, la meilleure façon de réaliser l'autodétermination du peuple sahraoui c'est de commencer par reconnaître le Sahara occidental et il s'est félicité que son pays, la Suède, soit sur le point de le faire. Il a déploré qu'à ce jour, aucun État occidental ne le reconnaisse, ce qu'il explique par le fait que l'Union européenne est plus intéressée par l'argent, la pêche et les ressources naturelles. Le Maroc, qui occupe le territoire, a réagi à cette prise de position de la Suède en interdisant l'ouverture de cinq magasins Ikea et en empêchant les grandes entreprises suédoises d'opérer sur son territoire, a-t-il affirmé, soulignant en outre que le Royaume chérifien avait envoyé des délégations politiques à Stockholm pour convaincre les responsables politiques suédois qu'en fait le Sahara occidental n'existait pas et qu'il s'agissait simplement d'une province du sud du Maroc. À son avis, les « furieuses » du Maroc prouvent l'importance qu'à la question du Sahara occidental pour le Gouvernement marocain. Il a invité la communauté internationale à rejoindre la position de la Suède. « Le Maroc dispose de l'argent, mais le Sahara occidental doit disposer de ses droits », a-t-il conclu.

M. RAFAEL JULES VALENTIUS MARIA CUSTERS, au nom de GRESEA, a abordé la question de l'extraction de phosphate au Sahara occidental dont l'État marocain a plein contrôle via l'entreprise OCP dont il détient 92% des parts. Aujourd'hui, le Maroc est le troisième pays producteur au monde, et il s'agit d'un bien non renouvelable très prisé, en particulier pour les engrais, a-t-il précisé. Des liens étroits existent entre les gestionnaires de l'OCP et le Royaume chérifien. Cette entreprise maintient ses capacités de production uniquement au Sahara occidental, tout le reste se faisant à partir du territoire marocain, a-t-il dit. Rappelant que le Maroc a acquis les droits d'extraction minière par un accord avec l'Espagne, alors que ce droit revient de fait à la population du territoire, le pétitionnaire a estimé que le meilleur moyen de le régler était d'imposer le moratoire.

Mme NANCY HUFF, au nom de l'ONG Teach the Children International, a rapporté son expérience dans les camps de Tindouf où sa rencontre avec un père dont l'enfant a échappé à la mort par malnutrition, l'avait conduite à comprendre qu'il y avait une pénurie alimentaire très grave pour les personnes vivant dans ces camps de Tindouf. Elle a expliqué que cette raison l'avait amenée à s'engager aux côtés d'individus et d'organisations pour envoyer une aide humanitaire aux personnes y vivant. Toutefois après plusieurs années, elle dit avoir réalisé qu'une partie de cette aide était détournée, l'obligeant à mettre fin à cette opération. Une situation également mise en relief par l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) qui a rapporté des témoignages faisant état, entre 2003 et 2006, de détournements de l'aide humanitaire au bénéfice de certains dirigeants du Front Polisario. Ces agissements, a-t-elle déclaré, sont un mépris flagrant du Front Polisario pour les personnes qu'il utilise à des fins politiques face à la communauté internationale.

Mme STACY PEARSON, Présidente de Protected Future, a rappelé les conditions de vie inacceptables des habitants des camps de Tindouf, en Algérie. Les appeler réfugiés est une insulte à tous les réfugiés qui le sont ailleurs légitimement, a-t-elle dit, ajoutant que leurs « geôliers » utilisaient à leur profit l'aide humanitaire qui leur est envoyée. « Les Sahraouis ne sont pas des réfugiés, ce sont des prisonniers sans statut. »

Elle a détaillé les violations commises dans ces camps, avant de regretter l'échec de la présente Commission sur le dossier du Sahara occidental. Il incombe désormais à chacun d'œuvrer à la libération des prisonniers du camp, a-t-elle affirmé. « Vous avez des choix à faire pour régler cette situation. Votre décision n'a pas à plaire à l'Algérie, au Maroc ou au Polisario, mais il vous incombe de libérer ces prisonniers qui n'ont pas le choix », a insisté Mme Pearson. Elle a demandé que le plan d'autonomie soit pris en compte comme une option valable avant de mentionner sa préférence personnelle qui est le « démantèlement de ces camps ».

Le représentant de l'Algérie a ensuite pris la parole rappelant que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme se rendait régulièrement dans les camps de Tindouf. Il y a une contradiction entre ce que la pétitionnaire dit et la situation sur le terrain, a-t-il déclaré.

« Je ne fais que rapporter ce que certaines personnes m'ont dit », a répondu Mme Pearson, avant de demander pourquoi l'Algérie s'opposait au recensement de la population des camps. « L'Algérie a-t-elle quelque chose à perdre? » a-t-elle lancé.

« Pourquoi la pétitionnaire répond à ma question en me posant une autre question? » a rétorqué le représentant de l'Algérie. Mme Pearson a conclu l'échange en répétant sa question et en indiquant que tout ce qu'elle affirme était de notoriété publique.

Mme CARROLL EADS, Capitol Hill Prayer Partners, a dit avoir essayé d'œuvrer à la recherche d'une solution au Sahara occidental en rencontrant notamment des membres du Congrès américain. Cette question importe au monde entier, mais l'ONU se trouve dans une impasse, a-t-elle dit. Elle a estimé que l'ONU, qui a renoncé à organiser un référendum en raison de l'impossibilité d'un recensement de la population, ne pouvait pas aller à l'encontre des vœux des Sahraouis. Le plan d'autonomie du Maroc doit être considéré, a-t-elle conclu.

Mme DONNA SHAMS, Antioch Community Church, a déclaré que les Nations Unies savent maintenant qu'un plan pour un référendum ne pourrait jamais produire de fruit sans une coopération volontaire des deux parties et leur volonté de faire des compromis sur quelques points. L'intervenante a notamment attiré l'attention sur le cas des enfants vivant dans les camps de Tindouf, en Algérie, où, a-t-elle dit, ils ne reçoivent pas d'éducation et leur avenir est sacrifié. Elle a estimé que le Front Polisario avait une solution à cette question mais entendait imposer sa vue sans aucun compromis.

L'intervenante a demandé que la situation critique de la jeunesse qui dispose de très peu d'opportunités pour avoir une bonne éducation et du travail fasse l'objet d'un examen, rappelant qu'à de nombreuses occasions, les Nations Unies avaient appelé pour une solution politique, durable et mutuellement acceptable. « Aujourd'hui, vous devez trouver une troisième option, le plan d'autonomie, qui a été appuyé par le Conseil de sécurité et proposé par le Maroc comme un effort pour finir la souffrance des réfugiés des camps de Tindouf », a-t-elle lancé.

M. GÍSLI KR. BJÖRNSSON a mis l'accent sur la nécessité d'une coopération régionale accrue dans la région du Sahel, impliquant tous les pays du Maghreb et du Sahel, avec l'appui des Nations Unies. Dans ce contexte, il a estimé que le Maroc est le pays le plus sûr et le plus stable d'Afrique du Nord, qui a mis la stabilité du Maghreb et de l'Afrique au centre de ses préoccupations et stratégies. Il a fait valoir une série d'initiatives importantes prises par le Maroc aux niveaux national, bilatéral, sous-régional et régional tendant à apporter des solutions aux défis posés au Sahel en matière de renforcement du contrôle aux frontières, de prévention et de lutte contre le terrorisme. L'organisation, en novembre 2014, de la deuxième Conférence ministérielle sur la sécurité des frontières, et du dialogue entre les Libyens, ne sont que quelques exemples de ces précieuses initiatives, a-t-il indiqué. Dans ce contexte, M. Bjornsson a recommandé à la communauté internationale d'accroître son soutien au Maroc en tant qu'acteur actif,

crédible et engagé en faveur de la paix et de la stabilité dans la région et en tant que partenaire clef du combat contre le terrorisme. Il a ajouté que le Maroc s'évertue à préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale à travers une solution politique juste et acceptable au conflit régional au Sahara dans le cadre de l'initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara.

Le représentant du Mali a regretté que la présidence de la Commission ait permis que ce pétitionnaire mentionne le nom de son pays dans son intervention, en lui demandant de retirer ses propos sur le Mali car son pays ne figure pas à l'ordre du jour de la Quatrième Commission.

Mme RAKIYA EDDARHEM, députée parlementaire marocaine et représentante du Sahara au Parlement marocain, a affirmé que le processus de démocratisation du Maroc avait permis au Sahara de tenir des élections municipales. Le taux de participation à ces élections a atteint 65% dans la région du Sahara, alors qu'il n'a été que de 53% sur l'ensemble du territoire marocain, a-t-il précisé. La population sahraouie est intégrée dans les politiques régionales du Maroc malgré les efforts du Front Polisario pour l'inciter à boycotter le scrutin et ses appels à la désobéissance civile. Le taux de représentation des femmes a atteint 21,94% et leur taux de participation au scrutin a également été élevé. Il s'agit de progrès importants, a-t-elle souligné, affirmant que la femme jouait désormais un rôle important dans la société sahraouie, notamment dans les affaires publiques.

M. DAVID LIPPIATT, au nom de WE international Inc, s'ayant rendu dans les camps de Tindouf à plusieurs reprises depuis 14 ans avec des délégations du Congrès américain, a affirmé que « les Sahraouis ne sont pas des terroristes, ils souhaitent simplement un règlement pacifique pour pouvoir retourner dans leur pays d'origine en bénéficiant de la protection de leurs droits humains ». La communauté internationale, la Cour internationale de Justice, l'Union africaine et plus de 70 États souverains reconnaissent le droit à l'autodétermination des Sahraouis, a-t-il rappelé, invitant la communauté internationale à inclure une composante droits de l'homme dans le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et à œuvrer à la tenue du référendum d'autodétermination. Pour son organisation, les mécanismes de protection des droits de l'homme existants sont loin d'être impartiaux, indépendants et suffisants sur la durée pour assurer ces droits. En tant que membre de l'ONU le Maroc doit respecter la Charte de l'ONU et les Traités des droits de l'homme qu'il a signés et ratifiés, a-t-il dit, estimant qu'il appartenait à la communauté internationale de veiller au respect des droits de cette population et du droit international.

Née au Sahara et résidente de Laayoune, Mme MAHJOUBA DAOUDI, Présidente de l'association « Sahara Media Center », a rappelé que la moitié de sa famille, à l'instar de toutes les familles sahraouies, était toujours séquestrée hors des frontières du Sahara, dans les camps de Tindouf. « On ne peut pas parler de la question du Sahara sans mettre en exergue la responsabilité avérée de l'Algérie dans la pérennisation de cette tragédie », a-t-elle indiqué. « Lesdits camps étant situés en Algérie, les autorités de ce pays doivent assumer la pleine responsabilité de ce que les membres des familles sahraouies endurent comme souffrances et supplices depuis 40 ans. »

« Un pétitionnaire ne peut pas s'adresser aux États de la sorte », est intervenu le représentant de l'Algérie.

« Je dis ce que j'ai à dire », a répondu Mme DAOUDI, avant d'être interrompue par le Président.

Mme JANET LENZ, de Not Forgotten International, a affirmé que les Sahraouis ne méritaient pas d'être des pions dans un jeu politique qui privilégie le pouvoir. La paix continue de s'éloigner et trop de familles payent le prix fort de cette impasse, a-t-elle regretté. Elle a demandé qu'une date soit fixée pour la tenue du référendum, que des mesures soient prises pour empêcher le Maroc de faire main basse sur les ressources du Sahara et pour mettre un terme aux violations commises par ce pays.

Mme EVA PFOESTL, Professeur de droit constitutionnel, a souligné les responsabilités du Gouvernement algérien dans la situation examinée par la Commission. Le représentant de l'Algérie est intervenu pour rappeler que la question inscrite à l'ordre du jour concernait le Sahara occidental et non pas l'Algérie. Un point d'ordre a aussitôt été soulevé par le représentant du Maroc, qui a regretté que les travaux de la Commission soient une nouvelle fois pris en otage par l'Algérie. « C'est ce pays qui est derrière le différend au Sahara », a-t-il affirmé.

Son homologue algérien a, à son tour, soulevé un point d'ordre et rappelé son argument relatif à l'ordre du jour. Le représentant du Maroc a repris la parole pour rappeler qu'il n'avait pas coupé la parole à un pétitionnaire même lorsque celui-ci brandissait des accusations contre le Maroc.

Mme Pfoestl a estimé que la situation actuelle au Sahara devrait se prolonger et exprimé des doutes sur un changement de la politique algérienne. Le Polisario reçoit un appui inconditionnel de l'Algérie, a-t-elle conclu.

M. EL HADJI MOKHTAR HAIDARA, de la Fédération mondiale des amis du Sahara Marocain, a estimé que sur la base de la documentation existante, la région du Sahara occidental a toujours fait partie du Maroc. L'initiative de régionalisation avancée, que le Royaume du Maroc a amorcée, qui privilégie le développement économique et social sur le plan local avec le soutien actif des populations locales, représente, selon lui, une promesse d'avenir meilleur pour les Sahraouis. Il n'en veut pour preuve que la forte participation de cette population aux élections locales marocaines.

M. JOSE MARIA GIL GARRE, au nom de Global Security Institute, a estimé que, sur le plan sécuritaire, il n'y avait pas de meilleure solution que celle proposée par le Maroc, à savoir la régionalisation avancée du Sahara occidental. Pour son organisation, le Front Polisario est un mouvement dictatorial que « l'ONU reconnaît comme étant le seul représentant du peuple sahraoui », comme si ce peuple était un bloc homogène, ce qui n'est pas le cas. En agissant de la sorte, l'ONU laisse la porte ouverte à des conflits susceptibles de renforcer le terrorisme international djihadiste, a-t-il prévenu. Il a rappelé que le

mouvement djihadiste s'était approprié les conflits de la région et, selon l'analyse sécuritaire de la région, tout scénario de conflit au Sahara occidental aurait un résultat similaire. Pour l'intervenant, la solution de régionalisation avancée permettra d'éviter ce problème, dans la mesure où le Maroc est un État stable fermement engagé dans la lutte contre le terrorisme.

Mme TANYA WARBURG, de Freedom For All, a déploré qu'en dépit des demandes répétées du Secrétaire général de l'ONU, l'accès sans restriction à Tindouf afin qu'y soit mené un recensement des habitants du camp n'ait jamais pu être autorisé. Selon elle, ne pas connaître le nombre et l'origine de celles et ceux installés dans le camp de Tindouf a facilité le détournement de l'aide humanitaire par le Polisario et des responsables algériens. Après, elle s'est inquiétée du fait que la région de Tindouf devenait de plus en plus instable et dangereuse. Mme Warburg a appuyé le plan d'autonomie proposé par le Maroc, meilleur moyen, selon elle, de résoudre politiquement le conflit au Sahara.

Mme ANNA MARIA STAME CERVONE, de Internazionale Femminile Democratica di Centro, a lancé un appel pour que soit mis un terme à la détresse des réfugiés des camps de Tindouf. Le monde ne doit pas leur tourner le dos, a-t-elle estimé, avant d'être rappelée à l'ordre par le Président qui lui a enjoint de se tenir à la question à l'examen. Mme Cervone a poursuivi en rapportant les souffrances des familles de Tindouf, notamment les abus sexuels commis contre les femmes. La pratique de l'esclavage existe toujours, a-t-elle dit, affirmant par ailleurs que les femmes sahraouies bénéficiaient d'une protection au Maroc et demandant la libération de celles détenues dans les camps de Tindouf.

« Le Maroc terrorise quotidiennement de façon délibérée la population sahraouie par son armée, sa police et son administration, a affirmé M. SAID AYACHI, Président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui. « Des fosses communes, suite à des exécutions extrajudiciaires, ont été mises à jour, et beaucoup d'autres sont susceptibles de l'être », a-t-il dit, ajoutant que le Maroc cherchait à réduire le peuple sahraoui au silence. Il a aussi regretté que le référendum d'autodétermination du peuple sahraoui n'ait toujours pas eu lieu « en raison de l'arrogance et des manœuvres dilatoires des autorités marocaines ». Face à cette situation, M. Ayachi a demandé l'élargissement du mandat de la MINURSO et l'organisation le plus rapidement possible dudit référendum.

M. SIDI EL MOKTAR EL KANTAOUI, au nom de l'Association marocaine pour le développement d'Oued Eddahab-Langouira, a rappelé les conditions de vie intenable des habitants des camps de Tindouf. « Sont-ils des réfugiés comme le dit l'Algérie? » s'est-il demandé, affirmant que ce pays cherchait à démontrer que le Polisario représentait toute la population sahraouie. En refusant de procéder à un recensement des populations, l'Algérie entretient l'ambiguïté, a-t-il dit, avant d'affirmer que les réfugiés étaient empêchés de travailler. Il a invité la Commission à faire pression sur le pays d'accueil afin qu'il recense la population des camps de Tindouf.

M. SYDNEY ASSOR, au nom de l'ONG Surrey Three Faiths Forum, a alerté la Commission sur la situation

des « plus vieux détenus politiques du monde », qui se trouvent dans les camps de Tindouf gérés par le Front Polisario. Garder le silence sur le sujet revient à approuver la situation et à cautionner l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes qui se produisent dans ces camps, a-t-il dit. Le silence peut être désastreux, comme on le voit dans de nombreuses régions du monde, a poursuivi l'intervenant, appelant les membres de la Commission à réagir, ouvrir la porte à la justice pour soulager les souffrances des personnes vivant dans ces camps.

M. LAHCEN MAHRAOUI, au nom de CORCAS, a lancé un appel au secours au nom des populations sahraouies des camps Polisario à Tindouf. Depuis 40 ans, les groupes séparatistes armés du Polisario affirmant être « représentants des Sahraouis » ont confisqué les droits à ces populations, leur dictant et imposent leurs lois, les manipulant et leur faisant subir toutes sortes de violences, a-t-il affirmé. La malnutrition y règne du fait du détournement de l'aide alimentaire internationale par le Polisario qui en fait un « fonds de commerce », avec l'aide de leurs « complices algériens », a affirmé l'intervenant. En outre, le contrôle de cette aide est rendu impossible par l'État algérien qui refuse, malgré les appels répétés du Conseil de sécurité, d'enregistrer et de recenser ces populations, qu'il a qualifié d'inacceptable et d'intolérable. Il a accusé l'État algérien d'être directement impliqué dans cette situation, dans la mesure où « il arme, héberge, finance et protège le Polisario », et a appelé la communauté internationale à considérer le projet marocain d'autonomie avancée comme une solution réaliste qui mérite d'être soutenue.

Le représentant de l'Algérie a soulevé une motion d'ordre pour rappeler que la question à l'ordre du jour doit traiter du Sahara occidental et que son gouvernement n'y était impliqué en aucune façon. Il a tenu à rappeler que les pétitionnaires n'ont pas le droit d'aborder des questions sans respecter les règles de la Commission.

Mme JANE BAHAIJOUB, de « Family Protection », a estimé que la solution pour les habitants du camp de Tindouf passait nécessairement par la mise en œuvre du plan d'autonomie proposé par le Maroc. Elle a d'ailleurs noté que ce plan était déjà mis progressivement en place à travers la politique marocaine de régionalisation.

Mme DA COSTA, psychologue, a demandé que soit mis un terme à la violence perpétrée contre les femmes vivant dans les camps de Tindouf. Ces femmes souffrent de stress post-traumatique, a-t-elle dit, ajoutant qu'aucun soin de santé mentale ne leur était apporté. Elle a exhorté l'ONU à aider ces populations et plaidé pour l'autonomie qui est la seule solution à ce conflit.

M. BRAHIM EL AHMADI a cité des sources qui affirment que le Front Polisario et les autorités algériennes étaient responsables du détournement de l'aide humanitaire pour les réfugiés des camps de Tindouf. Il a été interrompu par le représentant algérien qui a soulevé une motion d'ordre et regretté que le pétitionnaire évoque un point non inscrit à l'ordre du jour. « Le représentant algérien séquestre cette Commission comme son gouvernement le fait avec les réfugiés de Tindouf », a, pour sa part, affirmé le

représentant du Maroc. M. EL AHMADI a indiqué que le détournement de l'aide avait été rendu possible grâce à une surestimation de la population des camps de Tindouf. Il a enfin demandé que la Commission mette fin aux « violations abjectes » des droits des Sahraouis et fasse en sorte que le Haut-Commissariat pour les réfugiés puisse recenser la population des camps de Tindouf.

Mme CHABBOULA BAIBA, Forum pour le développement de la femme, a déclaré que son cousin, ancien chef du Polisario, était mort dans des circonstances peu claires. Elle a indiqué que sa famille sahraouie avait été bien reçue au Maroc lorsqu'elle s'y est installée. « Je ne suis pas la seule femme sahraouie à avoir réussi dans la vie et beaucoup d'autres femmes sahraouies ont un diplôme », a-t-elle affirmé. Elle a déploré les conditions de vie difficiles dans les camps de Tindouf et dénoncé les agissements du Polisario qui instillent la haine dans l'esprit des jeunes Sahraouis afin d'en faire des ennemis du Maroc.

Mme FATIHA LAMINE, qui vit dans le sud du Maroc, a dénoncé la situation des Sahraouis qui vivent dans les camps de Tindouf en Algérie. Le Maroc, depuis la récupération du Sahara en 1975 n'a cessé d'y investir des millions de dollars pour le développer au profit des populations locales, alors que les personnes vivant dans les camps de Tindouf vivent dans une situation désastreuse sous le régime despotique du Front Polisario, a-t-elle affirmé. Elle accuse, d'une part, le Front Polisario qui commet ses crimes sous autorité de l'État algérien, et d'autre part le Gouvernement algérien qui doit assurer les droits de toutes les personnes vivant sur son territoire.

Mme VANESSA RAMOS, au nom de American Association of Jurists, a estimé que le Sahara occidental était une question coloniale et juridique. La population du Sahara occidental a le droit à l'autodétermination, comme cela a été reconnu par le Bureau juridique de l'ONU et la Cour internationale de justice. Depuis 1990 il existe un plan d'autonomie avancée, appuyé par les Nations Unies, a-t-elle rappelé, exprimant l'espoir que l'ONU serait à la hauteur de ses responsabilités et que le référendum d'indépendance pourrait avoir lieu.

M. MANUEL VIDAL, en sa qualité de journaliste et de médecin, suit la situation au Sahara occidental depuis 40 ans à partir des îles Canaries, affirmant que le caractère totalitaire et despotique du Front Polisario n'avait pas changé pendant cette période. Il a accusé le Front de corruption, de clientélisme et de violations des droits humains, permettant à une minorité de vivre dans l'opulence, alors que la majorité de la population des camps vit dans la répression, la malnutrition, et la précarité économique.

Cette situation imposée par le Polisario est inacceptable et il appartient à la communauté internationale d'intervenir pour la corriger, a-t-il conclu.

Mme VANESSA PELLEGRIN, journaliste indépendante, a rappelé les rapports qui laissent à penser que les camps de Tindouf sont devenus des terrains de recrutement pour les groupes djihadistes opérant dans la région, en particulier au Mali. « Il y a clairement aujourd'hui l'émergence d'une nouvelle menace terroriste

au voisinage du Sahara occidental et le monde n'y prête pas attention », a-t-elle regretté. Face à cette situation, Mme Pellegrin a affirmé que la seule manière de rendre justice aux populations des camps et des futures générations était de mettre en œuvre une solution « gagnant-gagnant », telle que proposée par le Maroc. « Cette proposition offre une réelle possibilité de mettre un terme à l'extrémisme et à la destruction dans la région », a-t-elle conclu.

Ancien prisonnier politique, M. BRAHIM LAGHZAL, **Conseil national des droits de l'homme marocain**, a indiqué que le projet du roi du Maroc pour le Sahara était de nature à satisfaire les parties. L'autonomie a été acceptée par la société sahraouie, a-t-il affirmé, ajoutant que des organisations de défense des droits de l'homme avaient ouvert des bureaux sur le territoire sahraoui. Il s'est dit attristé par les conditions de vie misérables dans les camps de Tindouf et a appelé ses « frères » du Polisario à considérer la proposition marocaine.

« On croit à tort que la situation au Sahara occidental est une lutte pour le contrôle des ressources », a affirmé M. CHIBATA MRABBIH RABBOU, au nom de Crystal Mountain del Sahara Society, expliquant que le Maroc avait investi bien plus de ressources dans ce territoire qu'il n'en a tirées. Il a affirmé que les provinces avaient vu leur sort considérablement évoluer, indiquant que leur taux de développement humain était désormais parmi les plus élevés du pays. « En 20 ans, la pauvreté a diminué de 20% », s'est-il félicité. Il a souligné l'ambition du programme du Maroc pour le développement socioéconomique des régions du Sahara, dont l'objectif est notamment de doubler le PIB des trois régions concernées au cours des 10 prochaines années. Ce plan vise à promouvoir l'émergence d'une économie locale viable qui puisse faire des provinces du Sud un pont entre le Maroc et le reste de l'Afrique, a-t-il conclu.

Mme MAGHLAHA DLIMI, Coordonation des droits de l'homme à Dakhla, a dénoncé les appels à incorporer une composante droits de l'homme au mandat de la MINURSO et a demandé aux partisans de cette incorporation de faire preuve d'objectivité. Ces orateurs ont oublié, selon elle, que c'est le Maroc qui a appelé le Conseil des droits de l'homme à visiter la région et à présenter un rapport en toute objectivité. « C'est la preuve qu'il n'a rien à se reprocher », a-t-elle affirmé. Abordant la situation des camps de Tindouf, où elle-même a vécu pendant des années, l'intervenante a affirmé que les conditions de vie y sont difficiles et que la corruption y prévaut.

M. HAMMADA EL BAIHI, au nom du Forum social pour le développement humain de Laayoune, a dénoncé le détournement de l'aide humanitaire destinée aux camps de Tindouf, où il a lui-même vécu jusqu'en 2014. Il a suivi un convoi humanitaire à partir du port d'Oran et s'est aperçu que sur les 20 camions partis vers Tindouf seuls 13 sont arrivés à destination. Les sept camions « perdus » auraient été récupérés par un général algérien.

Le représentant de l'Algérie a soulevé un point d'ordre pour rappeler au pétitionnaire de respecter le point à l'ordre du jour de la Commission qui est le Sahara occidental.

Son homologue marocain, soulevant également un point d'ordre, a estimé que l'attitude de l'Algérie démontrait « qu'elle avait des choses à cacher ». Il a affirmé que le détournement de l'aide humanitaire à l'intention des camps de Tindouf faisait bien partie du point à l'ordre du jour.

Lui répondant, le représentant de l'Algérie a insisté sur le fait que le point à l'ordre du jour est le Sahara occidental et non pas les accusations contre l'Algérie. Ce type d'accusation devrait être examiné par d'autres entités, s'il y a lieu, a-t-il dit, appelant au respect des règles qui régissent les travaux de cette Commission.

Lui répondant à nouveau, le représentant du Maroc a précisé que l'intervention concernait directement les populations vivant dans les camps de Tindouf et non pas l'Algérie. Il a également expliqué qu'on ne pouvait pas dissocier les populations sahraouies de la question à l'examen. Il s'agit d'un témoignage et il faut permettre à ces intervenants d'être entendus, a-t-il dit, ajoutant que le Maroc avait également fait l'objet d'accusations au cours de cette séance mais n'était pas intervenu.

À ce dernier point, le représentant algérien a rétorqué en affirmant que le Maroc, en tant que Puissance occupante, était directement concerné par cette question, alors que l'Algérie ne l'était pas.

Son homologue marocain lui a alors demandé quel document des Nations Unies définissait le Maroc comme Puissance occupante.

Lui répondant, son homologue algérien a rappelé que toutes les résolutions de l'ONU définissent les deux parties à ce conflit et qu'il s'agit d'un territoire non autonome.

Mme SAIDA BRAHIM-BOUNEB, Groupe interparlementaire d'amitié Algérie-Sahara occidental, a demandé que la Puissance occupante de la dernière colonie d'Afrique respecte le droit international. Les charniers sont une honte pour les responsables de ces camps, a-t-elle dit, avant de rappeler que le « mur de la honte » était une violation des droits du peuple sahraoui. Elle a marqué la solidarité des femmes algériennes avec les femmes sahraouies et souligné l'urgence de mettre un terme au pillage des ressources naturelles du Sahara. L'Algérie est attachée à des relations régionales apaisées, a-t-elle dit, réclamant la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

Mme HASSIBA BOULMERKA, ancienne championne olympique, a indiqué que la solidarité avec les populations sahraouies et la décolonisation des territoires occupés étaient des exigences morales. Le peuple sahraoui essaye de décider de son sort par la voie de l'autodétermination, a-t-elle indiqué. Elle a lancé un appel pour que soit mis un terme à la colonisation des territoires occupés du Sahara occidental et souligné les conditions déplorables qui règnent dans les camps. Nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter l'autodétermination du peuple sahraoui, a-t-elle conclu.

<http://www.un.org/press/fr/2015/cpsd582.doc.htm>



اليزمي: نسعى لقانون يقوّي صلاحيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان

هسبريس - الشيخ اليوسي (صور منير محيّمات)

أطلق المغرب والاتحاد الأوروبي مشروع توأمة من أجل دعم قدرات المجلس الوطني لحقوق الإنسان للقيام بمهامه، بشكل أفضل، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بالحريات. حفل إطلاق هذا المشروع تم مساء اليوم الاثنين بالرباط، وحضره رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إدريس اليزمي، وسفير الاتحاد الأوروبي بالمغرب، روبيرت جوي، بالإضافة إلى سفراء كل من فرنسا وهولندا والنمسا المعتمدين لدى الرباط.

وقال إدريس اليزمي إن هذا المشروع، الذي يموله الاتحاد الأوروبي وتشارك فيه فرنسا والنمسا وهولندا، يأتي من أجل تقوية مهام المجلس في مجال حقوق الإنسان بالمغرب، وذلك بعد أن تحول، بموجب دستور 2011، من المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

اليزمي أضاف أنه يسعى لأن يتم تبني مشروع قانون ينظم عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان، يقوي من صلاحياته، ويساعده على القيام بأدواره كمؤسسة دستورية مستقلة، ويعطيه صلاحية إبداء الرأي للحكومة والبرلمان في القضايا التي تخص حقوق الإنسان، وإصدار تقارير بشأنها، ولذلك، يقول اليزمي: "لابد من تقوية القدرات من أجل أن نكون في مستوى تطلعات المواطنين والمواطنات". وفي ما يخص الآليات التي سيتم الاعتماد عليها في هذه التوأمة، يقول رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان إن تعبئة عشرات الخبراء الدوليين والمعارفة تأتي على رأس هذه الآليات، وذلك من أجل مساعدة الطاقم الإداري للمجلس على تقوية مهامه، وكذا الاستفادة من أفضل التجارب على المستوى الدولي. المتحدث تابع أن هناك طموحا من أجل الانفتاح على تجارب في مجال كتابة التقارير والاستماع للمواطنين ومعالجة الشكايات، وكذا استعمال التقنيات الحديثة في هذا المجال، بالإضافة إلى الاستفادة من التجارب الدولية في مجال التربية على حقوق الإنسان. ويحظى هذا المشروع، الذي يمتد لسنتين، بتمويل الاتحاد الأوروبي بمبلغ يقارب 13.2 مليون درهم، ويقوم على الاستفادة من خبرة ثلاث مؤسسات: اللجنة الوطنية الاستشارية لحقوق الإنسان بجمهورية فرنسا، معهد لودويج بولتزمان لحقوق الإنسان بالنمسا ومركز التعاون القانوني الدولي بهولندا، بالإضافة إلى تنظيم بعثات دراسية إلى الدول الأعضاء بالاتحاد الأوروبي.

بدوره، أكد سفير الاتحاد الأوروبي في المغرب، روبيرت جوي، أن العلاقات التي تربط الجانبين "قوية"، مشددا على أن هناك ثقة منذ سنوات، وهذا "ما جعل العمل الذي قام به كل من المغرب والاتحاد يمر بشكل ممتاز"، على حد تعبيره.

وقال جوي، في معرض حديثه عن التعاون المغربي الأوروبي في مجال حقوق الإنسان، إنه قد تم توقيع خمسين توأمة بين الطرفين، من أجل تقوية الديمقراطية واحترام حقوق الإنسان، مشددا على أن ذلك "يدخل في إطار سياسية الاتحاد الأوروبي مع دول الحوار".

سفير الاتحاد الأوروبي نوه بالدور الذي يقوم به المجلس الوطني لحقوق الإنسان من أجل النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها، خاصة في مجالات مناهضة التعذيب، وحماية حقوق الأطفال والنساء، وحقوق الفئات الهشة في المجتمع، مشيرا إلى أن المجلس أضحى يلعب دورا مهما في هذا المجال، إلى جانب المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان.

أما الأمين العام للجنة الوطنية الاستشارية لحقوق الإنسان في فرنسا، ميشيل فورست، فقد أكد على متانة العلاقة المغربية الأوروبية في مجال حقوق الإنسان، مشددا على أن "هناك شراكة حقيقية بين الطرفين"، في إطار التعاون من أجل تطوير العلاقات الثنائية بينهما.

وأوضح فورست أن هذه التوأمة تدخل في إطار التعاون المغربي الأوروبي من أجل تقوية عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مضيفا أن هناك حاجة إلى قوانين لحماية حقوق الإنسان في جل البلدان، بما في ذلك المغرب.

<http://www.hespress.com/societe/280409.html>



لتعزيز قدرات المجلس الوطني لحقوق الإنسان.. إطلاق مشروع توأمة بين المغرب والاتحاد الأوروبي

ترأس كل من إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وروبرت دجوي، سفير الاتحاد الأوروبي في المغرب، اليوم الاثنين (12 أكتوبر)، في الرباط، حفل إطلاق مشروع التوأمة المؤسسية "حماية حقوق الإنسان في المغرب والنهوض بها".

ويهدف هذا المشروع إلى تعزيز قدرات المجلس الوطني لحقوق الإنسان في مهامه المتمثلة في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها.

تبلغ مدة هذا المشروع 24 شهرا (2015-2017)، وسيستفيد منه بالأساس المجلس الوطني لحقوق الإنسان وشركائه و سيموله الاتحاد الأوروبي بمبلغ مالي قدره 13.2 مليون درهم.

ويشمل المشروع عدة مهام خبرة للجنة الوطنية الاستشارية لحقوق الإنسان ومعهد "لودفيك بولتزمان لحقوق الإنسان" ومركز التعاون القانوني الدولي وكذا زيارات دراسية في الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي.

ويهدف هذا المشروع إلى تعزيز القدرات التقنية لأعضاء وموظفي المجلس الوطني لحقوق الإنسان ولجانة الجهوية للقيام بمهامهم القانونية، ومواكبة تفعيل التنظيم الجديد للمجلس الوطني لحقوق الإنسان ودعم مقارنة الجودة داخل المؤسسة، وكذا المساعدة على توضيح الرؤية في مجالات اختصاص المجلس الوطني لحقوق الإنسان وأنشطته على المستويين الوطني والدولي.

وحضر حفل إطلاق المشروع سفراء فرنسا وهولندا والنمسا بالإضافة إلى الشركاء الأجانب وأعضاء وأطر المجلس الوطني لحقوق الإنسان والفاعلين المغاربة المعنيين خاصة المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان.

<http://www.marocpress.com/kifache/article-596534.html>

<http://www.kifache.com/77534>

اليوم العالمي لمناهضة عقوبة الإعدام : المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقوم بزيارة رمزية لسجينة محكومة بالإعدام

قام وفد من المجلس الوطني لحقوق الإنسان، برئاسة الأمين العام للمجلس محمد الصبار، اليوم الاثنين 12 أكتوبر 2015، بزيارة رمزية لسجينة محكومة بالإعدام بالسجن المحلي بمدينة الصويرة، وذلك للتذكير بموقف المجلس من هذه العقوبة اللاإنسانية والدعوة مجدداً إلى إلغائها من كافة التشريعات الوطنية.

وأفاد بلاغ للمجلس، نُشر على موقعه الإلكتروني، أن نفس الوفد يعتزم القيام بزيارة أخرى لمعتقلتين محكومتين بالإعدام إحداها بسجن طنجة والأخرى بسجن وحدة، وذلك على هامش إحياء اليوم العالمي لمناهضة عقوبة الإعدام.

وذكر بلاغ المجلس، أن التوصيات الصادرة عن نقاشات الدورة الثانية للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان، التي احتضنها المغرب في نونبر 2014، دعت الدول إلى الانضمام إلى البروتوكول الاختياري الثاني الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية الهادف إلى إلغاء عقوبة الإعدام بالإضافة إلى التصويت الإيجابي على قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة المتعلق بوقف تنفيذ عقوبة الإعدام في أفق إلغائها.

كما ذكر بلاغ المجلس بالرسالة الملكية الموجهة إلى المشاركين في أشغال هذه التظاهرة التي أشادت "بالنقاش الدائر حول عقوبة الإعدام، بمبادرة من المجتمع المدني، والعديد من البرلمانيين ورجال القانون" مبرزة أن هذا النقاش سيمكن "من إنضاج وتعميق النظر في هذه الإشكالية".

وكان المرصد المغربي للسجون، دعا إلى إلغاء عقوبة الإعدام بالمغرب، معتبراً أن مبررات الإبقاء عليها لا تفضي إلى الحد من الجريمة.

واعتبر أن المحكومين بالإعدام يعيشون في السجون وضعية غير إنسانية، حيث يواجهون الموت كل يوم، ويعانون من مشاكل عقلية و نفسية.

ولاحظ المرصد المغربي للسجون، في آخر تقرير له، أن المغرب علق عملياً تنفيذ عقوبة الإعدام منذ 1993، غير أن المحاكم مازالت تصدر أحكاماً في هذا الاتجاه.

يشار إلى أن عدد المحكومين بالإعدام بالمغرب بلغ لحد الآن 122 محكوماً من بينهم ثلاث نساء.

Morocco's Ambassador Highlights Role of CNDH Regional Commissions in Sahara

Morocco's Ambassador Highlights Role of **CNDH Regional Commissions in Sahara**

Ambassador, Permanent Representative of Morocco to the United Nations, Omar Hilale, highlighted, here Monday, the role of the regional commissions of the National Human Rights Council (CNDH) in the Moroccan Sahara.

Morocco's Ambassador Highlights Role of CNDH Regional Commissions in Sahara

Thirteen regional commissions of the National Human Rights Council, including those in Dakhla and Laayoune, were created to strengthen the role of CNDH locally, Hilale said in a keynote address at a side event on the sidelines of the 70th session of the UN General Assembly on the role of National Human Rights Institutions (NHRI) in the UN system.

The Moroccan diplomat added that the measures taken by Morocco to strengthen the regional commissions in the Moroccan Sahara have been welcomed by the Security Council, according to a statement of the Permanent Mission of Morocco to the UN.

Hilale stressed that the commissions of National Human Rights Institutions (NHRI) have a crucial role in the promotion and protection of human rights, noting that they have become key tools in the democratic societies, not only because of their role in human rights monitoring, but mostly because of the support they provide to States in the implementation of international obligations and the strengthening of their constitutional, legislative and institutional frameworks for the promotion and protection of human rights.

<http://www.maroc.ma/en/news/moroccos-ambassador-highlights-role-cndh-regional-commissions-sahara>

تأسيس لجنة للتضامن مع المعطي منجب المضرب عن الطعام

اختارت فعاليات حقوقية و اعلامية الاثنين، كريم التازي رئيسا للجنة التضامن مع المعطي منجب و سليمان الريسوني نائبا له و منسقا للجنة في اجتماع بمقر "الجمعية المغربية لحقوق الانسان".

و ضمت سكرتارية اللجنة احمد المرزوقي، سيون أسيدون، فؤاد عبد المومني، ونشطاء حقوقيين و اعلاميين. وافضى الاجتماع الى إصدار بيان يطالب بالكف عن حملة المضايقات التي يتعرض لها المعطي منجب، وتنظيم ندوة صحافية، بحضو دفاعه مع القيام بزيارة لوزير العدل والحريات و **المجلس الوطني لحقوق الانسان**، لغرض ملف المنع من السفر الصادر في حق رئيس "الحرية الان".

ويحوض منجب إضرابا عن الطعام لليوم السابع على التوالي، احتجاجا على منعه من السفر خارج المغرب، وعلى ما يعتبرها "مضايقات يتعرض إليها رفقة عائلته".

و علم من داخل اللجنة ، ان لجنة دولية تأسست بمبارة من عبد الله الحمودي و تضم أربعين أكاديميا ، ستبادر الى مراسلة سفارات المغرب بكل الدول التي ينتمي اليها اعضاء اللجنة الدولية.

الرئيسية « الكتاب » حكيم بلمداحي « وزراء التفتيح

فعل «تفتيح» الذي استعمله رئيس الديبلوماسية المغربية قبل أيام، وهو يتحدث في التلفزيون عن لقاءه مع رئيسة ديبلوماسية السويد، فعل صحيح ومعبر وله جذور في اللغة المغربية. ف «تفتيح» فلان بمعنى «دهش وخاف وديريا وكسيرا وفرانا في نفس الوقت». هذا المعنى يعرفه كل من اجتاز امتحان الحصول على رخصة السياقة. الإستعمال إذن صحيح لغويا مائة بالمائة، أما ديبلوماسية فهو يعني أن رئيسة ديبلوماسية السويد سقطت في الإمتحان... فلا تحكم جزاكم الله خيرا...

مزوار وهو يفتيح الوزيرة السويدية لم يكن وحده الأول من الوزراء في هذا الشهر الذي فعل ذلك، فقد سبقه زميله الصديقي الذي ففتح بدوره اللجنة الأمية المعنية بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية بجينيف.

ففتحة الصديقي، طبعاً، لم تكن محلية فقط كما حال مزوار في التلفزيون، بل كانت عالمية وهو يرد على تساؤلات أعضاء اللجنة، وهم بالمناسبة مجرد خبراء دوليين أنيطت بهم وظيفة الرصد المسندة إلى المجلس الاقتصادي والاجتماعي للأمم المتحدة كما حددها الجزء الرابع من العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية...

اللجنة المعنية بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية التي انعقدت في فاتح أكتوبر الجاري كانت مناسبة لتقديم المغرب لتقريره الرابع حول مدى الالتزام بالحقوق الاقتصادية والثقافية والاجتماعية وقد تكفل عبد السلام الصديقي بمهمة تقديم التقرير والرد على تساؤلات أعضاء اللجنة.

الوزير المغربي تكلم بفرنسية وصفها المتبعون بالردية، واستعمل بعض الكلمات غير الموجودة في التداول كقوله: les subafricains لبديل قوله les subsahariens. وهذه أولى الملاحظات بحيث أن الوزير كان بإمكانه التدخل باللغة العربية خصوصاً وأن الترجمة متوفرة ويعفي نفسه من نظرات العيون المعبرة بين الحاضرين...

ثاني ففتحات الوزير قوله بأن تعدد الزوجات في المغرب يرجع في أسبابه إلى أن بعض الأزواج يريدون الزواج «لأن الزوجة الأولى تكون عاقراً أو أنها لا تلد إلا البنات وهو يريد الذكر أو أن الزوجة مريضة بأمراض تناسلية». الوزير التقدمي الشيوعي يحاول تبرير تعدد الزوجات أو على الأقل تبيان تفهمه للأمر أمام الخبراء الأيمن بهذا الشكل والفتحة الكبرى أنه يريد إقناعهم بذلك؟

الوزير الصديقي ثالثاً ارتكب عدة أخطاء في المعلومات منها قوله إن المغرب يصوت لصالح إيقاف عقوبة الإعدام منذ 1993 وهو أمر غير صحيح. فالمغرب لا ينفذ هذه العقوبة منذ سنة 1993 ولكنه يمتنع عن التصويت لفائدة الإيقاف منذ 2007. مثل هذا الخطأ في المعلومة لن يؤدي سوى إلى تسفيه خطاب الوزير خصوصاً وأن الخبراء الذين يتحدث إليهم يتوفرون على جميع المعطيات الخاصة بكل الدول في هذا الموضوع وذلك بالتفاصيل المملة. وسيكون أمامهم حكمان لاغير على مقدم تقرير المغرب، فهو إما أنه غير ملم بمعطيات بلاده في مجال حقوق الإنسان وهذه مصيبة أو أنه يكذب على أعضاء اللجنة وهي مصيبة أكبر...

الصديقي لم يقف عند هذا الحد، وهو يضيف بأن «القانون المغربي يحمي المثليين» وأن المغرب بلد متعدد فيه الحسانيون والامازيغيون والاندلسيون واليهود... بل وحتى السود même les noirs هذا فقط جزء مما قاله السيد الوزير الذي كان في جينيف ليمثل المغرب في موضوع ليس بالسهل ولا بالمستهان به، وكان من المفروض أن يكون في مستوى اللحظة خصوصاً وأن في تقرير المغرب أشياء إيجابية، **دليل ذلك ما جاء في التقرير الموازي الذي قدمه المجلس الوطني لحقوق الإنسان** والذي وقف على مجهودات بدنها المغرب في مجال الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، سواء على مستوى التشريع أو على مستوى خلق آليات البناء المؤسساتي. ما سقناه ليس سوى نموذجاً آخر يبين كيف لا يتمكن المغرب من الدفاع عن قضاياه، بل، نموذج آخر من الأشياء التي تجعل الآخر ينظر إلينا بريبة وشك، ويعطي للآخر المتربص فرصة محاولة سحب البساط. إنه التفتيح يأسادة! ذاك الذي يخلق للبلد متاعب هو في غنى عنها وبالإمكان تفاديها بشئ من العقل والمأسسة لا غير...

المفوضية الأوروبية ترصد مليون يورو لتمويل المجلس الوطني لحقوق الإنسان

سلوى بنعمر 13 أكتوبر، 2015، 08:41 لا توجد تعليقات3 المجلس الوطني لحقوق الإنسان، المفوضية الأوروبية، مكافحة التعذيب
رصدت المفوضية الأوروبية حوالي 1.2 مليون يورو لتمويل المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب لمدة سنتين. ويهدف هذا المشروع الذي اطلق اليوم الإثنين 12 أكتوبر 2015، الى تعزيز تنظيم هذه الهيئة، وتحسين قدرات أعضائها، وتقوية أجهزتها الوطنية، وكذلك وسائل اتصالها. وذلك حسب ما أورته اليوم وكالة الأنباء الإسبانية "EFE" وسيتم بالإضافة إلى ذلك تنظيم دورات تدريبية مع مؤسسات مماثلة من فرنسا و هولاندا و النمسا، والتي تنصب على التكوين في مجال مراقبة الانتخابات، و التحقيق في الشكاوى و تسوية النزاعات، وكتابة التقارير، وكذلك مكافحة التعذيب. إضافة لحماية الطفولة و حقوق المعاقين. وتجدر الإشارة إلى أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان جهاز تابع للملك، لكن التقارير التي يصدرها تعتبر مستقلة و صارمة، وقد اعترف الأمين العام للمجلس إدريس اليازمي بأن الهيئة تحتاج إلى تحسين أدائها في ظل توسع الوعي لدى المواطنين، بالقضايا التي تشغل الرأي العام الوطني والدولي بالمغرب.

<http://qushq.com/blog/2015/10/13/%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%81%D9%88%D8%B6%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%88%D8%B1%D9%88%D8%A8%D9%8A%D8%A9-%D8%AA%D8%B1%D8%B5%D8%AF-%D9%85%D9%84%D9%8A%D9%88%D9%86-%D9%8A%D9%88%D8%B1%D9%88-%D9%84%D8%AA/>

مجلس اليزمي يتفقد أحوال "محكومات" بالإعدام بالسجون المغربية

في العاشر من شهر أكتوبر من كل سنة يرفع ملايين الحقوقيين في العالم لافتات لإلغاء عقوبة الإعدام، على اعتبار أنها عقوبة "لا إنسانية" وتحرم الإنسان من حقه في الحياة.

المجلس الوطني لحقوق الإنسان، قرر هذه السنة اتخاذ خطوة مخالفة، تمثلت في زيارات تفقدية لأحوال محكومات بهذه العقوبة بالسجون المغربية.

وخص المجلس النساء المحكومات بهذه العقوبة من بين 122 محكوما بها بالمغرب، إذ زار وفد ترأسه أمينه العام محمد الصبار، سجنينة محكومة بالإعدام بالسجن المحلي لمدينة الصويرة، اليوم (الاثنين) في انتظار تنظيم زيارة أخرى لمعتقلتين أخريين محكومتين بنفس العقوبة، إحداها بسجن طنجة والأخرى بسجن وجدة.

وبهذه المناسبة دعا المجلس إلى تفعيل التوصيات الداعية إلى إلغاء عقوبة الإعدام بالمملكة، والصادرة عن نقاشات الدورة الثانية للمنتدى العالمي لحقوق الإنسان التي احتضنها المغرب في نوفمبر 2014.

وذكر في الوقت ذاته بالموقف الملكي الداعم لتعميق النقاش بخصوص هذه الإشكالية الحقوقية.

هلال يبرز بنيويورك أدوار اللجن الحقوقية بالصحراء

أبرز السفير الممثل الدائم للمغرب بالأمم المتحدة، عمر هلال، دور اللجن الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بالصحراء، وذلك خلال لقاء عقد على هامش أشغال الدورة السبعين للجمعية العامة للأمم المتحدة، حول دور المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في المنظومة الأممية.

وأوضح بلاغ للبعثة الدائمة للمغرب بالأمم المتحدة، أن هلال أكد في مداخلة افتتاحية أن اللجن الجهوية الـ13 للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بما فيها لجنتا العيون والداخلية، أنشئت لتعزيز دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان على المستوى المحلي، مبرزا أن الإجراءات التي اتخذها المغرب لتعزيز اللجنتين الجهويتين بالصحراء قد حظيت بإشادة مجلس الأمن. وشدد هلال على أن لجن المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان تضطلع بدور رئيسي على مستوى النهوض وحماية حقوق الإنسان، مبرزا أنها أصبحت فاعلا رئيسيا في المجتمعات الديمقراطية، ليس فقط من خلال دورها في مراقبة حقوق الإنسان، وإنما أيضا على مستوى الدعم الذي تقدمه للدول لتنفيذ التزاماتها الدولية وتعزيز إطارها الدستورية والتشريعية والمؤسسية من أجل النهوض وحماية حقوق الإنسان. وفي هذا الصدد، أوضح السفير أن المغرب أنشأ مؤسسته الوطنية، المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، سنة 1990. ومنذ ذلك الوقت، شهد المجلس إصلاحين رئيسيين سنتي 2002 و2011، مشيرا إلى أن "إنشاء المجلس الوطني لحقوق الإنسان، عوض المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان"، جاء بهدف توسيع وتعزيز مهامه، لاسيما في مجال التحقيق وزيارة مقار الاحتجاز ومراكز العلاج النفسي، ودراسة الشكايات المتعلقة بانتهاكات حقوق الإنسان. وذكر بأن التقرير السنوي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان يقدم أمام غرفتي البرلمان.

كما أبرز عمر هلال أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والمجلس الوطني لحقوق الإنسان اضطلعوا بدور هام داخل منظومة الأمم المتحدة، لاسيما على مستوى مشاركتهم الفعلية في دورات مجلس حقوق الإنسان وإسهاماتهم في الاستعراض الدوري الشامل بالمغرب وفي هيئات معاهدات حقوق الإنسان، مشيرا إلى أنهما تحملا مناصب مسؤولية داخل لجنة تنسيق المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، وكذا بتجمعات إقليمية وجهوية لهذه المؤسسات. من جهة أخرى، أشار الدبلوماسي المغربي إلى أن مؤسسة الوسيط أحدثت في مارس 2011، كمؤسسة وطنية مستقلة، تتمتع باستقلالية كبيرة وبصلاحيات واسعة، وأوضح أن القانون المنظم لإحداث هذه المؤسسة يقضي بإنشاء مفوضين خاصين مكلفين بتسهيل الولوج إلى المعلومات الإدارية، ومتابعة وتبسيط المساطر الإدارية والولوج إلى الخدمات العمومية، ومتابعة تنفيذ القرارات القضائية الصادرة ضد الإدارة.

وعلى المستوى الدولي، ذكر هلال بأن المغرب كان مقتنعا على الدوام بأهمية دور ومساهمة المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بمنظومة الأمم المتحدة، مشيرا إلى أن المملكة قامت ودعمت العديد من المبادرات الرامية إلى تعزيز دور هذه المؤسسات، وفي هذا الإطار، ذكر الدبلوماسي بأن المغرب كان من بين المدافعين الرئيسيين عن تعزيز مشاركة المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان خلال مراجعة مجلس حقوق الإنسان سنة 2011، موضحا أنه كمسهل للاستعراض الدوري الشامل، ناضل شخصا من أجل تقديم رؤية أكثر وضوحا عن إسهامات المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في هذه الآلية.

وبخصوص مشاركة المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في أشغال مختلف الهيئات الأممية، أكد السفير هلال أن تقرير الأمين العام للأمم المتحدة 70/347 أكد أن المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان تتمتع بالمشاركة الفعلية داخل مجلس حقوق الإنسان وفي هيئات المعاهدات. وأضاف أن التقرير شدد أيضا على أن المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان شاركت في سلسلات حكومية تحت إشراف الجمعية العامة.

ودعا الدبلوماسي المغربي، في هذا السياق، إلى إيلاء أهمية قصوى للمشاركة مع الجمعية العامة وهيئاتها، معتبرا أن "هذه المبادرة لا ينبغي اعتبارها بمثابة إعطاء مزيد من الحقوق للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، وإنما إعطاء هذه المؤسسات الحقوق التي تستحقها"، وقال: "باعتباري سفيرا للمغرب، البلد الذي ظل دائما مدافعا عن المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، وبصفتي رئيسا للجنة الثالثة، لن أذخر أي جهد لتحقيق هذا الهدف"، مضيفا أنه "من مسؤوليتنا المشتركة السير قدما بهذه القضية وإيجاد طريقة متوافقة بشأنها من أجل تعزيز مشاركة المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في منظومة الأمم المتحدة".



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
الجمعية الوطنية لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme



زيارة رمزية لسجينة محكومة بالإعدام

قام وفد من المجلس الوطني لحقوق الإنسان، برئاسة الأمين العام للمجلس محمد الصبار، اليوم الاثنين 12 أكتوبر الجاري، بزيارة رمزية لسجينة محكومة بالإعدام بالسجن المحلي بمدينة الصويرة، وذلك للتذكير بموقف المجلس من هذه العقوبة اللاإنسانية والدعوة مجدداً إلى إلغائها من كافة التشريعات الوطنية.

وأفاد بلاغ للمجلس، أن نفس الوفد يعتزم القيام بزيارة أخرى لمعتقلتين محكومتين بالإعدام إحداهما بسجن طنجة والأخرى بسجن وجدة، وذلك على هامش إحياء اليوم العالمي لمناهضة عقوبة الإعدام.

ويشار إلى أن عدد المحكومين بالإعدام بالمغرب بلغ لحد الآن 122 محكوماً من بينهم ثلاث نساء.

<http://www.almaghribtoday.net/news/titles/-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86--%D9%8A%D8%B2%D9%88%D8%B1-%D8%B3%D8%AC%D9%8A%D9%86%D8%A9-%D9%85%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85-%D8%B9%D9%84%D9%8A%D9%87%D8%A7-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B9%D8%AF%D8%A7%D9%85.html>

<http://lakome2.com/mobile/http://lakome2.com/index.php/%D8%A2%D8%AE%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1/5867.html>

حفل إطلاق مشروع توأمة بين المغرب و الاتحاد الأوروبيسانابل

ترأس كل من **السيد ادريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان** والسيد روبرت دجوي، سفير الاتحاد الأوروبي بالمغرب يوم الاثنين 12 أكتوبر 2015 بالرباط حفل إطلاق مشروع التوأمة المؤسساتية "حماية حقوق الإنسان بالمغرب والنهوض بها".

يهدف هذا المشروع إلى تعزيز قدرات المجلس الوطني لحقوق الإنسان في مهامه المتمثلة في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها.

تبلغ مدة هذا المشروع 24 شهراً (2015-2017) و سيستفيد منه بالأساس المجلس الوطني لحقوق الإنسان وشركائه و سيموله الاتحاد الأوروبي في حدود 1.200.000 أورو (2,13 مليون درهم تقريبا). ويشمل المشروع عدة مهام خيرة للجنة الوطنية الاستشارية لحقوق الإنسان ومعهد "لودفيك بولتزمان لحقوق الإنسان" ومركز التعاون القانوني الدولي وكذا زيارات دراسية في الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي.

ويهدف هذا المشروع إلى بلوغ النتائج التالية:

- تعزيز القدرات التقنية لأعضاء وموظفي المجلس الوطني لحقوق الإنسان ولجانة الجهوية للقيام بمهامهم القانونية.
- مواكبة تفعيل التنظيم الجديد للمجلس الوطني لحقوق الإنسان ودعم مقارنة الجودة داخل المؤسسة.
- المساعدة على توضيح الرؤية في مجالات اختصاص المجلس الوطني لحقوق الإنسان وأنشطته على المستويين الوطني والدولي.

تم حفل إطلاق المشروع بحضور السادة سفراء فرنسا وهولندا والنمسا بالإضافة إلى الشركاء الأجانب وأعضاء وأطر المجلس الوطني لحقوق الإنسان والفاعلين المغاربة المعنيين خاصة المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان.

Droits de l'Homme : Lancement d'un projet de jumelage Maroc-UE

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami, et l'ambassadeur de l'Union européenne au Maroc, Rupert Joy, ont présidé, lundi à Rabat, la cérémonie de lancement du projet de jumelage institutionnel «Protéger et promouvoir les droits de l'Homme au Maroc». D'une durée de 24 mois, ce projet est financé par l'UE à hauteur de 13,2 MDH. Il prévoit la mobilisation de nombreuses missions d'expertise de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), de l'Institut Ludwig Boltzmann des droits de l'Homme (BIM)

Ce projet vise au renforcement des capacités du CNDH dans ses missions de protection et de promotion des droits de l'Homme.

et du Centre pour la coopération juridique internationale (CILC), ainsi que des visites d'études dans les Etats membres de l'UE. Ce projet vise au renforcement des capacités du CNDH dans ses missions de protection et de promotion des droits de l'Homme. Il permettra d'accompagner l'opérationnalisation de la nouvelle organisation du CNDH et le renforcement de la démarche qualité au sein de l'institution. Ce projet aura aussi pour mission d'aider au développement de la visibilité sur les domaines de compétence et les activités du CNDH aux niveaux national et international.



Le CNDH renforce ses capacités

1472/2

Le CNDH vient de lancer le projet de jumelage institutionnel « Protéger et promouvoir les droits de l'homme au Maroc » financé par l'Union européenne (UE). Ce projet vise au renforcement des capacités du Conseil national des droits de l'Homme dans ses missions de protection et de promotion des droits de l'Homme. D'une durée de 2 ans (2015-2017), ce projet est financé par l'UE à hauteur de 13,2MDH. Il prévoit la mobilisation de nombreuses missions d'expertise de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH), de l'Institut Ludwig Boltzmann des droits de l'Homme (BIM) et du Centre pour la coopération juridique internationale (CILC), ainsi que des visites d'études dans les Etats membres de l'UE.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME



إطلاق مشروع توأمة بين المغرب والاتحاد الأوروبي لدعم قدرات المجلس الوطني لحقوق الإنسان

الرباط – تم يوم الاثنين بالرباط، إطلاق مشروع التوأمة المؤسساتية حول “حماية حقوق الإنسان والنهوض بها في المغرب” الذي يقوم بتنفيذه المجلس الوطني لحقوق الإنسان بتمويل من الاتحاد الأوروبي وذلك بهدف دعم قدرات المجلس في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها.

<http://www.mapexpress.ma/ar/actualite/%D8%A5%D8%B7%D9%84%D8%A7%D9%82-%D9%85%D8%B4%D8%B1%D9%88%D8%B9-%D8%AA%D9%88%D8%A3%D9%85%D8%A9-%D8%A8%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AA%D8%AD%D8%A7%D8%AF/%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86/>

ONU : OMAR HILAË DÉTAILLE LE RÔLE DU CNDH AU SAHARA

L'Ambassadeur, Représentant Permanent du Maroc aux Nations Unies, Omar Hilale, a mis en exergue, lundi à New York, le rôle des Commissions régionales du **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** au Sahara marocain et ce, lors d'une réunion parallèle organisée en marge des travaux de la 70ème session de l'Assemblée générale sur le rôle des Institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) dans le système onusien.

Lors d'une intervention liminaire, M. Hilale a indiqué que 13 commissions régionales du CNDH, dont celles de Dakhla et de Laâyoune, ont été créées pour renforcer le rôle du CNDH au niveau local, ajoutant que les mesures prises par le Maroc pour renforcer les commissions régionales du Sahara marocain ont été accueillies favorablement par le Conseil de sécurité, indique un communiqué de la mission permanente du Maroc à l'ONU.

M. Hilale a souligné que les commissions des Institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) ont un rôle crucial à jouer dans la promotion et la protection des droits de l'Homme, relevant qu'elles sont devenues des acteurs clés dans les sociétés démocratiques, non seulement de par leur rôle de surveillance des droits humains, mais surtout en raison de l'appui qu'elles fournissent aux Etats dans la mise en œuvre de leurs obligations internationales et le renforcement de leurs cadres constitutionnels, législatifs et institutionnels pour la promotion et la protection des droits de l'Homme.

Dans ce contexte, il a précisé que le Maroc a mis en place son institution nationale, le Conseil Consultatif pour les Droits de l'Homme (CCDH) en 1990. Depuis lors, le Conseil a subi deux réformes principales, en 2002 et en 2011, a-t-il rappelé, précisant que « la création du CNDH, en remplacement du CCDH, avait pour objectif d'élargir et de renforcer son mandat, notamment en matière d'investigation, de visite des lieux de détention et des centres psychiatriques, et de traitement des plaintes relatives aux violations des droits de l'Homme ». Le rapport annuel du CNDH est présenté devant les deux chambres du Parlement, a-t-il dit.

L'Ambassadeur Hilale a, en outre, relevé que le CCDH et le CNDH ont joué un rôle important au sein du système des Nations Unies, notamment leur participation active aux sessions du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) et leur contributions à l'Examen Périodique Universel du Maroc et dans les organes de traités, signalant qu'ils ont assumé des postes de responsabilité au sein du Comité de coordination des INDH, ainsi que dans d'autres groupements régionaux et sous régionaux de ces Institutions.

Le diplomate marocain a, par ailleurs, noté que l'Institution du Médiateur a été créée en mars 2011 en tant qu'institution nationale indépendante, dotée d'une grande autonomie et de larges prérogatives.

La loi portant création de cette institution prévoit la mise en place de délégués spéciaux chargés de la facilitation d'accès aux informations administratives, du suivi et de la simplification des procédures administratives et d'accès aux services publics et du suivi de l'exécution des décisions judiciaires rendues à l'encontre de l'administration, a-t-il souligné.

Au niveau international, M. Hilale a rappelé que le Maroc a toujours été convaincu de l'importance du rôle et de la contribution des INDH au système des Nations Unies, notant que le Royaume a initié et soutenu plusieurs actions visant à renforcer le rôle de ces institutions.

Dans ce sens, le diplomate a rappelé que le Maroc a été parmi les principaux défenseurs du renforcement de la participation des INDH lors de la révision quinquennale du CDH en 2011, précisant qu'en tant que facilitateur de la révision de l'Examen Périodique Universel, il a personnellement lutté pour plus de visibilité aux contributions des INDH à ce mécanisme.

S'agissant de la participation des INDH aux travaux des différents organes onusiens, M. Hilale a indiqué que le rapport du Secrétaire général 70/347 affirme que les INDH jouissent de droits de participation formelle au sein du CDH et dans les organes conventionnels. Le rapport souligne également que les INDH ont participé à une série de processus intergouvernementaux sous les auspices de l'Assemblée générale, a-t-il ajouté.

A cet égard, M. Hilale a appelé à accorder la plus haute importance à la participation avec l'Assemblée générale et ses organes, estimant que « cette action ne devrait pas être considérée comme accordant plus de droits aux INDH mais plutôt comme accordant aux INDH les droits qu'elles méritent ».

« En tant qu'ambassadeur du Maroc, un pays qui a toujours été un défenseur des INDH, et en ma qualité de président de la Troisième Commission, je ne ménagerai aucun effort pour atteindre cet objectif », a-t-il assuré, ajoutant qu'il est « de notre responsabilité commune d'aller de l'avant avec cette question et de trouver une manière consensuelle de renforcer la participation des INDH dans le système des Nations Unies ».

Cet événement a été co-organisé par le Maroc, l'Allemagne, l'Afghanistan, l'Australie, le Chili et le Ghana, avec le soutien de l'ONG « International Service for Human Rights ».

Il a connu la participation du Secrétaire général adjoint aux droits de l'Homme et représentant du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme à New York, M. Ivan Simonovic, des ambassadeurs d'Australie et d'Allemagne, ainsi que des Présidents des Institutions nationales des droits de l'Homme de la Malaisie, du Costa Rica et du Kenya.

<http://Int.ma/onu-omar-hilale-detaille-le-role-du-cndh-au-sahara/>

Une initiative symbolique du CNDH contre la peine de mort

Lundi 12 octobre 2015 à 14h07

 PDF  Imprimer

Traduction



Fourni par Google Traduction

 Share 13  Tweet 4  Share 0  Google+ 0

Ce lundi 12 octobre, une délégation du CNDH (**Conseil National des Droits de l'Homme**) a rendu visite à l'une des trois condamnées à mort marocaines. La visite s'est déroulée à la prison locale d'Essaouira. Les deux autres condamnées, qui se trouvent dans les prisons d'Oujda et de Tanger, recevront également une visite similaire.

L'objectif de cette initiative symbolique est de rappeler, en marge de la Journée mondiale contre la peine de mort, la position du CNDH, consistant en l'abolition de cette peine "inhumaine" de tout l'arsenal législatif marocain.

Au Maroc, il y a 122 condamnés à mort.

<http://www.medias24.com/Les-plus-de-Medias-24/158684-Une-initiative-symbolique-du-CNDH-contre-la-peine-de-mort.html>

13/10/2015

Conseil national des droits de
l'Homme

28

www.cndh.org.ma

Un jumelage entre autorités marocaines et françaises pour renforcer les capacités du **Conseil National des Droits de l'Homme marocain**

D'une durée de 24 mois, ce jumelage financé à hauteur d'1,2 millions d'euros par l'Union européenne est conduit par la France, à travers la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) en consortium avec les Pays-Bas (CILC) et l'Autriche (BIM). Un séminaire de lancement de ce jumelage est prévu le 12 octobre 2015 à Rabat.

JPEG

A la demande des autorités marocaines, des experts provenant d'administrations européennes apporteront leur savoir-faire aux administrateurs du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) marocain. Plus de 500 jours d'expertise technique seront mis en œuvre pour appuyer la structure et former les personnels.

Créé dans le cadre de la Constitution marocaine de 2011 ayant vocation à renforcer les instances indépendantes qui concourent à la bonne gouvernance nationale, le CNDH marocain a récemment été félicité par la Délégation de l'Union européenne au Maroc pour son rôle d'observateur lors des élections communales et régionales du 4 septembre dernier.

Le séminaire de lancement du jumelage aura lieu à Rabat le 12 octobre en présence de M. Michel Forst, Secrétaire général de la CNCDH française et chef du projet, et de M. Driss El Yazami, président du CNDH marocain.

<http://www.ambafrance-ma.org/Un-jumelage-entre-autorites-marocaines-et-francaises-pour-renforcer-les>

مسؤولية أممية تدعو لضمان غذاء المغاربة كحق وليس إحسانا

وجهت هيلال ايلفر، المقررة الأممية لحقوق التغذية، توصيات للمغرب بضرورة وضع قانون إطار يُوَظَر مجال التغذية ويضمن الغذاء للمواطنين، على اعتباره حقا من الحقوق وليس “إحسانا”، حسب تعبيرها.

وقدمت ايلفر، صباح اليوم، خلاصات الزيارة الرسمية التي قامت بها للمغرب منذ الاثنين الماضي، من أجل تقييم مجهودات الدولة في ما يخص ضمان الحق في الغذاء، معتبرة أن المغرب ينقصه قانون إطار حول الحق في التغذية، والذي من شأنه أن يتمم الإصلاحات التي عرفها المغرب على مدى السنوات الماضية، إضافة إلى المصادقة على البروتوكول الاختياري المتعلق بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية.

وأشارت ايلفر إلى أن المغرب أقر خلال السنوات الماضية مجموعة من الإصلاحات، وعلى رأسها إقرار دستور 2011، والذي يتضمن مجموعة من المبادئ التي تصب في مجال حماية حقوق الإنسان، ومن شأنها أن تضمن نموا اقتصاديا شاملا، لكنها أعادت على الوثيقة الدستورية عدم تضمنها أي بند ينص على ضمان الحق في الغذاء بشكل صريح.

وفي الإطار نفسه، أشادت المقررة الأممية بالدور الذي تلعبه الحكومة في مجال ضمان الغذاء، معتبرة أن المغرب “يتجه في الطريق الصحيح” في هذا الجانب، رغم المشاكل التي يعانيها على غرار الدول السائرة في طريق النمو، وأبرزت المتحدث أن المشاكل التي يمكن أن تعاني منها المملكة في المستقبل تكمن أساسا في التصحر والجفاف بسبب التغيرات المناخية، موضحة أن النظام البيئي للمملكة هش رغم تنوعه البيولوجي.

كما أشادت ايلفر بمخطط المغرب الأخضر، والذي انخرطت فيه البلاد من العام 2008، معبرة عن تفاؤلها بما سيحققه هذا المخطط من نتائج في المستقبل، كما دعت إلى ضرورة الاستثمار أكثر في مجال الفلاحة الإيكولوجية، وأيضا إلى تطوير البنية التحتية؛ قصد تسهيل ضمان الولوج للأسواق وجذب الاستثمارات في المناطق القروية، وأيضا وضع برامج لتشجيع النساء والمزارعين الشباب.

وأوضحت المقررة الأممية أنها خلال زيارتها للمغرب التقت مع مختلف الفعاليات الحكومية المكلفة بالموضوع، إضافة إلى ممثلين عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وممثلين عن الجامعات المغربية، وهيآت حقوقية وفاعلين في المجتمع المدني، مبرزة أن خلاصات هذه الزيارة سيتم إجمالها في تقرير سيرفع لمجلس حقوق الإنسان في مارس المقبل.

<http://www.marocbuzz.com/ar/2015/10/12/%D9%85%D8%B3%D8%A4%D9%88%D9%84%D8%A9-%D8%A3%D9%85%D9%85%D9%8A%D9%91%D8%A9-%D8%AA%D8%AF%D8%B9%D9%88-%D9%84%D8%B6%D9%85%D8%A7%D9%86-%D8%BA%D8%B0%D8%A7%D8%A1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%A7%D8%B1%D8%A8/>

Projet de jumelage Maroc-Union européenne

Le Président du **Conseil national des droits de l'Homme du Maroc (CNDH)** et l'Ambassadeur de l'Union Européenne au Maroc président aujourd'hui à Rabat, la cérémonie de lancement du projet de jumelage institutionnel « Protéger et promouvoir les droits de l'Homme au Maroc », financé par l'Union européenne (UE). D'une durée de 24 mois (2015-2017), ce projet de jumelage prévoit la mobilisation de nombreuses missions d'expertise, notamment de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH).

Cette cérémonie a lieu cet après-midi en présence de Messieurs les Ambassadeurs de France, des Pays-Bas et d'Autriche, des membres et cadres du CNDH et d'acteurs marocains concernés notamment la Délégation Interministérielle aux Droits de l'Homme (DIDH). Le Secrétaire général de la CNCDDH, Michel Forst et la Secrétaire générale adjointe, Magali Lafourcade sont également présents.

<http://www.noodls.com/view/977B51E3083E8B5309DB561DD3B09187C9E4BDE3?928xxx1444669288>

<http://www.cncdh.fr/fr/actualite/projet-de-jumelage-maroc-union-europeenne>